



Plan Local d'Urbanisme

**Commune de
CHOMÉRAC**

- Modification n°2 -

2. Règlement écrit modifié

Pages modifiées

Approbation : 18/03/2019
Mise en compatibilité : 25/06/2024
Modification simplifiée 1 :
Modification 2 :

BEAUR

Siège Social
10 rue Condorcet
26100 Romans-sur-Isère
04 75 72 42 00

Bureau Secondaire
12 rue Victor-Camille Artige
07200 Aubenas
04 75 89 26 08

février 25
5.24.134

Chapitre 3 : dispositions applicables aux zones urbaines

Le PLU comporte les zones urbaines suivantes :

Ua : zone urbaine dense correspondant au centre-bourg

Ub : zone urbaine à dominante d'habitat individuel avec densification souhaitable

Uc : zone urbaine à dominante d'habitat collectif

Uh : zone urbaine de hameau

Ue : zone d'équipements publics ou d'intérêt collectif - **Uer** : secteur où l'hébergement est autorisé

Ui : zone urbaine à vocation dominante d'activités économiques

3.1. Destinations des constructions, usage des sols et nature des activités

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations :

Destination	Sous-destination	Ua	Ub	Uc	Uh	Ue	Uer	Ui
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	I	I	I	A	I	I	ASC
	Exploitation forestière	I	I	I	A	I	I	I
Habitation	Logement	A	A	A	ASC	ASC	ASC	ASC
	Hébergement	A	A	A	I	I	I	I
Commerce et activité service	Artisanat et commerce de détail	A	A	A	A	I	I	A
	Restauration	A	A	A	A	I	I	A
	Commerce de gros	I	I	I	I	I	I	A
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	A	A	A	A	I	I	A
	Hébergement hôtelier et touristique	A	A	A	A	I	I	I
	Cinéma	A	A	A	I	I	I	I
		A	A	A	I	I	I	I
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	A	A	A	A	A	A	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A	A	A	A	A	A	A
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	A	A	A	I	A	A	I
	Salles d'art et de spectacles	A	A	A	I	A	A	I
	Équipements sportifs	A	A	A	A	A	A	I
	Autres équipements recevant du public	A	A	A	A	A	A	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I	I	I	I	I	I	A
	Entrepôt	I	I	I	I	I	I	A
	Bureau	A	A	A	A	I	I	A
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I	I	A	A	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I
----------	---	--------------------------	-----	----------	---

Les terrains situés dans le lit majeur des cours d'eau, repéré dans l'Atlas des Zones Inondables (AZI) de la Payre en vigueur depuis le 17 octobre 2006, sont inconstructibles afin de prévenir les risques d'inondation.

Sont également interdits :

- toutes occupations et utilisations du sol induisant des nuisances (sonores, olfactives, visuelles,...) ou des dangers pour le voisinage ou l'environnement en zones Ua, Ub, Uc, Ue et Uh excepté celles liées à l'activité agricole en zone Uh ;
- l'aménagement de terrains de camping ou de caravanning ;
- le stationnement des caravanes une parcelle non bâtie pour une durée supérieure à trois mois ;
- l'ouverture ou l'exploitation de toute carrière ;
- les dépôts de matériaux en zones Ua, Ub, Uc et Uh ;
- les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en zone Ua, Ub, Uc et Uh.

Autorisés sous conditions :

- **en zone Uh, pour la sous-destination logement, seuls sont autorisés :**
 - l'aménagement des habitations existantes,
 - l'extension des habitations existantes dans la limite de 35% de la surface de plancher existante et à condition de ne pas dépasser une surface de plancher totale de 250 m² ;
 - les annexes à l'habitation dans la limite de 50 m² d'emprise au sol (hors piscine) ainsi que les piscines, à condition qu'elles soient implantées sur le même îlot de propriété que la construction principale et à moins de 15 mètres de cette dernière ;
- les installations et travaux divers tels que les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés sous réserve de respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et qu'ils soient nécessaires à des constructions ou des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ;
- l'extension et la création d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sont autorisées en zones Ua, Ub, Uc et Uh sous réserve qu'elles correspondent à des activités nécessaires à la vie et à la commodité des habitants, à condition qu'elles ne soient pas source de nuisances pour l'habitat de la zone ;
- dans les secteurs affectés par la zone de bruit reportée au règlement graphique, les constructions à usage d'habitation doivent respecter les mesures d'isolation acoustique prescrites par la réglementation en vigueur ;
- les logements en zone Ue et Ui ne sont autorisés que s'ils sont nécessaires à l'activité ou au gardiennage et dans la limite de 40 m² de surface de plancher. **La limite est portée à 100 m² de surface de plancher pour la zone Ue de la Condamine (boulodrome) ;**
- les constructions à vocation agricole ne sont autorisées en zone Ui que si elles sont liées directement à une activité de transformation des produits agricoles.

3.2. Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères

En Ua

Volumétrie et implantation des constructions :

Hauteur des constructions : la hauteur hors tout ne doit pas excéder 9 m (et 5 m pour les annexes). Les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale. Pour le bâti existant dont la hauteur serait supérieure, les extensions à la même hauteur sont autorisées.

- des grilles ou barreaudages.
- Elles n'excéderont pas 2 m de haut, si elles comportent une partie maçonnée, celle-ci ne doit pas excéder 0,60 m. À proximité des carrefours et des accès, la hauteur des clôtures ne doit pas excéder 0,80 m en tout point du dégagement de visibilité.
- La couleur blanche est interdite.
- Toutes clôtures composées d'un grillage sera doublée d'une haie aux essences locales et variées.

Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :

Pour favoriser la gestion naturelle des eaux pluviales, privilégier les revêtements perméables de type stabilisé ou pavés enherbés pour les accès, stationnements et cheminements piétons et cyclables.

50% minimum des espaces non construits de la parcelle devront être végétalisés. Cette dernière règle ne s'applique pas aux réhabilitations.

Stationnement :

Le stationnement des véhicules motorisés correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective. Le dimensionnement à prendre en compte pour une place de stationnement est de 5 m x 2,50 m par véhicule. Il est exigé au minimum :

- Pour les constructions à usage d'habitation : 2 places et une place « visiteur » supplémentaire par tranche de 300 m² de surface de plancher ;
- Pour les constructions à usage d'intérêt collectif et services publics et pour les constructions à usage de bureaux : 1 place par tranche de 25 m² de surface de plancher ;
- Pour les constructions à usage de commerce : 1 place par tranche de 50 m² de surface de vente ;
- Pour les constructions à usage de restauration et d'hébergement hôtelier et touristique :
 - 1 place par chambre,
 - 1 place par 10 m² de surface de plancher de salle de restaurant.

Pour les réhabilitations, ces règles peuvent être assouplies.

Les aires de stationnement devront prévoir la plantation d'un arbre de haute tige toutes les tranches de 5 places entamées.

En Ue

Volumétrie et implantation des constructions :

Hauteur des constructions : la hauteur hors tout ne doit pas excéder 15 m. Les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale. Pour le bâti existant dont la hauteur serait supérieure, les extensions à la même hauteur sont autorisées.

L'implantation des clôtures le long des voies ne doit pas créer une gêne pour la circulation publique en empiétant sur les emprises de la voie et en diminuant la visibilité à l'approche des carrefours. Il est préconisé d'implanter les portails selon un recul de 5 m de l'emprise des voies publiques ou privées par mesure de sécurité.

Toute construction, remblais ou déblais à moins de 10 m de la berge d'un cours d'eau, sont interdits.

Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :

Les zones Ue sont concernées par le SPR (AVAP) ; tout aménageur ou constructeur devra prendre en compte l'existence du règlement qui est associé et respecter les prescriptions édictées.

Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :

Pour favoriser la gestion naturelle des eaux pluviales, privilégier les revêtements perméables de type stabilisé ou pavés enherbés pour les accès, stationnements et cheminements piétons et cyclables. 50% minimum des espaces non construits de la parcelle devront être perméables. Cette dernière règle ne s'applique pas aux réhabilitations.

Stationnement :

Dans toutes les zones Ue (sauf la zone Ue de la Condamine - bouldrome) :

Le stationnement des véhicules motorisés correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective. Le dimensionnement à prendre en compte pour une place de stationnement est de 5 m x 2,50 m par véhicule. Il est exigé au minimum :

- Pour les constructions à usage d'intérêt collectif et services publics et pour les constructions à usage de bureaux : 1 place par tranche de 25 m² de surface de plancher ;
- Pour les constructions à usage de commerce : 1 place par tranche de 50 m² de surface de vente ;
- Pour les constructions à usage de restauration et d'hébergement hôtelier et touristique :
 - 1 place par chambre,
 - 1 place par 10 m² de surface de plancher de salle de restaurant.

Pour les réhabilitations, ces règles peuvent être assouplies.

Les aires de stationnement devront prévoir la plantation d'un arbre de haute tige toutes les tranches de 5 places entamées.

En outre dans le secteur Uer, il est exigé au minimum 1 place de stationnement par hébergement.

Dans la zone Ue de la Condamine - bouldrome :

Le stationnement des véhicules motorisés correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective. Le dimensionnement à prendre en compte pour une place de stationnement est de 5 m x 2,50 m par véhicule légers. Il est exigé au minimum :

- 1 place au minimum par salarié employé sur la zone ;
- 40 places au minimum de stationnement visiteurs.

Il est également exigé au minimum :

- 10 emplacements vélos ;
- 1 place de stationnement poids-lourds ;
- 1 aire de retournement pour les manœuvres des poids lourds et véhicules de sécurité.

Les aires de stationnement devront prévoir la plantation d'un arbre de haute tige toutes les tranches de 5 places entamées. Si la surface de l'aire de stationnement ouvert au public est supérieure à 500 m², il conviendra d'intégrer des dispositifs végétalisés de façon à ombrager au moins la moitié de leur surface.

En Ui

Volumétrie et implantation des constructions :

Hauteur des constructions : la hauteur hors tout ne doit pas excéder 15 m. Les ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale. Pour le bâti existant dont la hauteur serait supérieure, les extensions à la même hauteur sont autorisées.

Implantation par rapport aux emprises des voies : implantation des constructions sur la limite ou avec un recul minimum de 5 m par rapport à l'emprise des voies publiques ou privées.

Chapitre 4 : Dispositions applicables aux zones à urbaniser

Le PLU comporte les zones à urbaniser suivantes :

AU : zone à vocation future d'habitat, à urbaniser sous la forme d'une opération d'ensemble et dans le respect des orientations d'aménagement et de programmation.

AUi : zone à vocation future d'activités, à urbaniser sous la forme d'une opération d'ensemble et dans le respect des orientations d'aménagement et de programmation.

4.1. Destinations des constructions, usage des sols et nature des activités

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations :

Destination	Sous-destination	AU	AUi
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	I	ASC
	Exploitation forestière	I	I
Habitation	Logement	A	ASC
	Hébergement	A	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	A	Ai
	Restauration	A	A
	Commerce de gros	I	A
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	A	A
	Hébergement hôtelier et touristique	A	I
	Cinéma	I	I
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A	A
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I
	Salles d'art et de spectacles	I	I
	Équipements sportifs	I	I
	Autres équipements recevant du public	I	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I	A
	Entrepôt	I	A
	Bureau	A	A
	Centre de congrès et d'exposition	I	I

Autorisé	A
----------	---

Autorisé sous conditions	ASC
--------------------------	-----

Interdit	I
----------	---

Chapitre 5 : Dispositions applicables aux zones agricoles

Le PLU comporte les zones agricoles suivantes :

- A : zone agricole
- Ap : zone agricole à protéger
- Ap1 : zone agricole à protéger (secteur S5 du SPR (AVAP))
- Ap2 : zone agricole à protéger (secteur S2 du SPR (AVAP))
- Atvb : Zone agricole composant la trame verte et bleue

5.1. Destinations des constructions, usage des sols et nature des activités

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations :

Destination	Sous-destination	A	Ap	Ap1	Ap2	Atvb
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	A	I	I	I	I
	Exploitation forestière	A	I	I	I	I
Habitation	Logement	ASC	ASC	I	I	ASC
	Hébergement	I	I	I	I	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	I	I	I	I	I
	Restauration	I	I	I	I	I
	Commerce de gros	ASC	I	I	I	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	I	I	I	I
	Hébergement hôtelier et touristique	I	I	I	I	I
	Cinéma	I	I	I	I	I
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I	I	I	I	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	ASC	ASC	ASC	ASC	ASC
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I	I	I	I
	Salles d'art et de spectacles	I	I	I	I	I
	Équipements sportifs	I	I	ASC	I	I
	Autres équipements recevant du public	I	I	ASC	I	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I	I	I	I	I
	Entrepôt	I	I	I	I	I
	Bureau	I	I	I	I	I
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I	I	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I
----------	---	--------------------------	-----	----------	---

Les terrains situés dans le lit majeur des cours d'eau, repéré dans l'Atlas des Zones Inondables (AZI) de la Payre en vigueur depuis le 17 octobre 2006, sont inconstructibles afin de prévenir les risques d'inondation.

Toutes les occupations et utilisations du sol autres que celles nécessaires à l'exploitation agricole et forestière et autres que celles mentionnées ci-après sont interdites. **Les éoliennes sont notamment interdites.**

Autorisés sous conditions :

- Les constructions de la sous-destination *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés* sont autorisées si elles ne compromettent pas l'exploitation agricole, si elles n'ont pas d'incidences négatives sur la valeur agronomique des terres ou sur la qualité d'un espace naturel et si elles s'intègrent au paysage ;
- les affouillements et exhaussements du sol sont admis à condition qu'ils ne portent pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux, au site et au paysage naturel ou bâti et qu'ils soient uniquement en lien avec une destination autorisée dans la zone ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières dans les secteurs repérés par une trame spécifique sur le règlement graphique du PLU ;
- dans les secteurs affectés par la zone de bruit reportée au règlement graphique, les constructions à usage d'habitation devront respecter les mesures d'isolation acoustique prescrites par la réglementation en vigueur ;
- les dépôts de matériaux sont autorisés à condition qu'ils soient nécessaires à l'activité agricole en zone A. Ils sont également autorisés en zone Ap à condition qu'ils soient nécessaires à l'activité agricole à condition qu'ils soient dissimulés par un aménagement paysager de types haies bocagères d'une hauteur minimale de 2 mètres ;
- en zone Atvb, tous les travaux, aménagements et installations ayant pour objectif la mise en valeur, protection et/ou restauration des milieux naturels ou du site naturel protégé, sont autorisés ;
- les constructions, extensions et aménagement de la sous-destination *logement* sont autorisés dans les conditions suivantes :

Pour les habitations existantes ne faisant pas partie des exploitations agricoles, la surface de plancher n'est pas limitée dès lors qu'elle est aménagée dans le volume existant.

	Constructions logements	Extensions logements	Annexes aux logements
			à condition qu'elles soient implantées sur le même îlot de propriété que la construction principale et qu'elles soient réalisées en une seule fois
Zone A	Un logement de fonction (et ses annexes) par exploitation, dès lors que l'activité nécessite une présence permanente et rapprochée.	Autorisées dans la limite de 60 m ² de surface de plancher, à condition qu'elle soit réalisée en une fois à compter de la date d'approbation du PLU, et dans la limite d'une emprise au sol totale n'excédant pas 200 m ²	Limitées à 40 m ² d'emprise au sol et devront être implantées à moins de 15 mètres du bâtiment principal Piscines autorisées et non comptées dans les 40 m ²
Zone Ap	Interdit		Limitées à 30 m ² d'emprise au sol et devront être implantées à moins de 15 mètres du bâtiment principal Piscines autorisées et non comptées dans les 30 m ²
Zone Atvb	Interdit		Limitées à 30 m ² d'emprise au sol et devront être implantées à moins de 5 mètres du bâtiment principal Piscines autorisées et non comptées dans les 30 m ²

- le changement de destination est autorisé pour les constructions repérées au règlement graphique :
 - o n°1, 2 et 3 : à vocation de *logement* : réhabilitation dans le volume existant sans limite de surface de plancher ;
 - o n°4 : à vocation de *commerce de gros* ;
 - o **n°5, 6 et 7 : à vocation d'hébergement touristique et hôtelier**
 - o **n°8 : à vocation d'hébergement touristique et hôtelier et de restauration**

Chapitre 6 : Dispositions applicables aux zones naturelles

Le PLU comporte les zones naturelles suivantes :

N : zone naturelle et forestière.

Np : zone naturelle et forestière à protéger

Np1 : zone naturelle et forestière à protéger (secteur S5 du SPR (AVAP))

Np2 : zone naturelle et forestière à protéger (secteur S2 du SPR (AVAP))

Nn : zone naturelle et forestière d'intérêt écologique

Ntvb : zone naturelle et forestière composant la trame verte et bleue

NL : zone naturelle de sport et de loisirs

6.1. Destinations des constructions, usage des sols et nature des activités

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations :

Destination	Sous-destination	N	Np	Np1	Np2	Nn	Ntvb	NL
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	A	I	I	I	I	I	I
	Exploitation forestière	A	I	I	I	I	I	I
Habitation	Logement	ASC	ASC	I	I	ASC	ASC	I
	Hébergement	I	I	I	I	I	I	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	I	I	I	I	I	I	I
	Restauration	I	I	I	I	I	I	I
	Commerce de gros	I	I	I	I	I	I	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	I	I	I	I	I	I
	Hébergement hôtelier et touristique	I	I	I	I	I	I	I
	Cinéma	I	I	I	I	I	I	I
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I	I	I	I	I	I	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	ASC	ASC	ASC	ASC	I	ASC	ASC
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I	I	I	I	I	I
	Salles d'art et de spectacles	I	I	I	I	I	I	I
	Équipements sportifs	I	I	ASC	I	I	I	ASC
	Autres équipements recevant du public	I	I	ASC	I	I	I	ASC
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I	I	I	I	I	I	I
	Entrepôt	I	I	I	I	I	I	I
	Bureau	I	I	I	I	I	I	I
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I	I	I	I	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I
----------	---	--------------------------	-----	----------	---

Les terrains situés dans le lit majeur des cours d'eau, repéré dans l'Atlas des Zones Inondables (AZI) de la Payre en vigueur depuis le 17 octobre 2006, sont inconstructibles afin de prévenir les risques d'inondation.

Toutes les occupations et utilisations du sol autres que celles nécessaires à l'exploitation agricole et forestière et autres que celles mentionnées ci-après sont interdites. **Les éoliennes sont notamment interdites.**

Sont également interdits toutes constructions, remblais ou déblais à moins de 10 m de la berge d'un cours d'eau.

Autorisés sous conditions :

- les constructions de la sous-destination *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés* sont autorisées (sauf en Nn) si elles ne compromettent pas l'exploitation agricole, si elles n'ont pas d'incidences négatives sur la valeur agronomique des terres ou sur la qualité d'un espace naturel et si elles s'intègrent au paysage ;
- dans tous les cas, les constructions et aménagements autorisés ne doivent pas remettre en cause les continuités écologiques existantes repérées au plan de zonage par la trame verte et bleue ;
- les affouillements et exhaussements du sol sont admis à condition qu'ils ne portent pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux, au site et au paysage naturel ou bâti et qu'ils soient uniquement en lien avec une destination autorisée dans la zone ; dans la sous-zone NL1, ils ne sont admis que s'ils sont nécessaires aux activités de sports et de loisirs de la sous-zone ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières dans les secteurs repérés par une trame spécifique sur le règlement graphique du PLU ;
- dans les secteurs affectés par la zone de bruit reportée au règlement graphique, les constructions à usage d'habitation devront respecter les mesures d'isolation acoustique prescrites par la réglementation en vigueur ;
- les dépôts de matériaux sont autorisés à condition qu'ils soient nécessaires à une exploitation agricole ou forestière en zone N. ils sont également autorisés en zone Np à condition qu'ils soient nécessaires à l'activité agricole ou forestière et qu'ils soient dissimulés par un aménagement paysagé de types haies bocagères d'une hauteur minimale de 2 mètres ;
- les constructions, extensions et aménagement de la sous-destination *logement* sont autorisés dans les conditions suivantes :

Pour les habitations existantes ne faisant pas partie des exploitations agricoles, la surface de plancher n'est pas limitée dès lors qu'elle est aménagée dans le volume existant.

La construction de nouveaux logements est interdite.

	Extensions logements	Annexes aux logements
		à condition qu'elles soient implantées sur le même îlot de propriété que la construction principale et qu'elles soient réalisées en une seule fois
Zone N	Autorisées dans la limite de 60 m ² de surface de plancher, à condition qu'elle soit réalisée en une fois à compter de la date d'approbation du PLU, et dans la limite d'une emprise au sol totale n'excédant pas 200 m ²	Limitées à 40 m ² d'emprise au sol et devront être implantées à moins de 15 mètres du bâtiment principal Piscines autorisées et non comptées dans les 40 m ²
Zone Np		Limitées à 30 m ² d'emprise au sol et devront être implantées à moins de 15 mètres du bâtiment principal Piscines autorisées et non comptées dans les 30 m ²
Zone Ntvb		Limitées à 30 m ² d'emprise au sol et devront être implantées à moins de 5 mètres du bâtiment principal Piscines autorisées et non comptées dans les 30 m ²
Zone Nn		Interdites

- en zones NL, NL1 et Np1, concernant la sous-destination *équipements sportifs*, seuls les terrains de sports et aménagements nécessaires aux activités de sports et de loisirs sont autorisés dès lors qu'ils ne